

LIVRE SCOLAIRE

Pénurie ou mauvaise gestion ?

Le livre scolaire. Un dossier qui reste épineux, à chaque rentrée scolaire et qui échappe au contrôle du ministère de l'Éducation nationale. Le sujet n'aurait peut-être pas fait autant de vagues si les 53 millions de livres imprimés et distribués avaient été acheminés à destination des établissements scolaires.

Le ministre Benbouzid affirme et confirme que le livre scolaire est disponible. Mais où, et à quel prix ? Pourquoi y a-t-il une pénurie au sein des établissements scolaires ? A qui la faute ? A qui revient le contrôle de l'acheminement des livres vers les établissements scolaires ? Autant de questions qui ne trouvent pas de réponses. Si pour la capitale, le problème se pose avec moins d'acuité, il n'est pas de même pour les écoles de banlieue et de l'intérieur du pays. Les dénonciations se cumulent, pour le seul fait que personne ne peut détecter la source de la

faute. Un système de quotas a été appliqué aux établissements scolaires, selon la demande.

Autrement dit, chaque établissement est censé recevoir le quota qui lui est destiné, avec accusé de réception. Mais dans l'impossibilité de vérifier la bonne réception de ces manuels, le problème demeure entier. Certains enseignants n'écartent pas la piste de la corruption. "Plus la demande est grande, plus il y a de la magouille", signale-t-on du côté des enseignants qui dénoncent la mal-honnêteté de certains chefs d'établissement qui détourneraient les livres au profit du marché parallèle. Car c'est là où les parents d'élèves s'orientent pour "sauver" l'année scolaire de leurs enfants. "J'ai cinq livres pour toute une classe de la 6ème année primaire", témoigne une enseignante dans un établissement à Ain-Benian. "Je suis devant un dilemme. A qui donner



ces livres ? aux nécessiteux, à ceux qui ont ramené l'argent dès le premier jour de la rentrée ou faire un tirage au sort ?".

Ce témoignage, nous l'avons entendu des dizaines et des dizaines de fois de la bouche des enseignants. Les chefs d'établissement, quant à eux, attestent de la disponibilité du manuel scolaire. Mais quand on sait qu'il existe en Algérie 23 000 établissements scolaires, il est clair

que l'honnêteté n'est pas toujours de mise.

Contacté hier, le directeur de l'Office national des publications scolaires (ONPS), M. Lagha, a clairement assuré que le livre est acheminé dans les établissements et non pas ailleurs. Même les points de vente que l'ONPS a autorisés à vendre le manuel le font à titre provisoire, après le déclenchement de cette polémique sur l'indisponibilité du livre dans les écoles.

Même les antennes de l'ONPS ne disposent pas de tous les titres et matières. Avant-hier, au niveau de l'antenne de Zighout-Youcef, on observait une chaîne interminable. A l'entrée de la librairie, on pouvait lire la note suivante : " Livres 4ème année primaire, 4ème année moyenne et 1re AS indisponibles."

La problématique reste ainsi entière. Selon des sources, plusieurs facteurs ont contribué à ce dysfonctionnement enregistré en matière de distribution. Il s'agit, notamment, d'un malentendu entre le ministère de l'Éducation nationale et les imprimeries. Ces dernières auraient refusé de livrer le manuel pour des raisons de paiement des factures d'impression. Ce qui a conduit les imprimeries à liquider leur marchandise en ayant recours au marché parallèle. Ce qui explique la disponibilité du manuel scolaire, à des prix exorbitants, dans plusieurs

marchés, comme celui de Chéraga ou Reghaïa. Le ministère de l'Éducation devrait, de ce fait, déclencher une enquête avec les services de police pour identifier les auteurs de ce détournement qui est la "chippa" de la saison. "Il est inadmissible d'acheter une mère de famille, qui dit avoir sillonné toutes les librairies de la capitale sans trouver le manuel. On se demande, effectivement, pourquoi la tutelle tient-elle à garder le monopole sur le livre scolaire, alors qu'elle peut faire jouer aux librairies un rôle important, en les constituant partenaires. C'est d'ailleurs la possibilité envisagée par l'ONPS, qui se réunira dans les prochains jours avec les libraires afin de discuter de la possibilité de vendre le livre dans ces espaces et assurer ainsi la sécurité et la disponibilité du livre scolaire.

Rosa Mansouri

4000 POLICIERS SUPPLEMENTAIRES MOBILISES DANS LA CAPITALE

Tounsi promet un Ramadhan "super sécurisé"

"Le mois de Ramadhan sera super sécurisé." C'est en ces termes on ne peut plus clairs que le directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, a tenu à rassurer l'opinion publique en réponse aux questions des journalistes sur le dispositif de sécurité mis en place comme il est de coutume à l'approche du mois sacré. Réduisant presque à néant la menace terroriste, Ali Tounsi affirmera : "S'ils (les groupes terroristes, ndr) pouvaient faire quelque chose ils l'auraient déjà fait." "Leurs menaces ne nous font pas peur et ne nous inquiètent pas", a-t-il encore ajouté en marge de la cérémonie du lancement officiel du site Internet de la Police algérienne (algeriepolice.dz) organisée hier au Centre de formation technique continue relevant de la DGSN en présence du ministre des Technologies de l'information et de la communication, Boudjemaâ Haïchour.

En termes de chiffres, Ali Tounsi indiquera que pas moins de 3 000 policiers supplémentaires dotés des moyens d'intervention nécessaires seront mobilisés dans les rues de la capitale et auxquels s'ajouteront "un millier dans les prochains jours". Un dispositif de sécurité qui est d'ores et déjà entré en vigueur.

Pour revenir au nouveau portail Web de la Police nationale, celui-ci comprend plusieurs rubriques, notamment les avis de recherches des objets volés, les avis de recherches dans l'intérêt des familles et les appels à témoins. Mais aussi, des statistiques et autres informations générales sur la police. D'autres rubriques sont également en cours de construction. Sur place, Ali Tounsi a procédé à la promotion des concepteurs du site Internet de la Police nationale, disponible en deux versions française et arabe.

Lotfi Mérad

LE MINISTRE DU COMMERCE REUNIT LES CADRES DE SON SECTEUR

La chasse aux camionnettes de fruits et légumes

A l'approche du mois de Ramadhan de chaque année, la spéculation bat son plein sur le marché des fruits et légumes et aussi sur le marché des viandes rouges. Les grandes villes se transforment en l'espace d'un mois en un grand marché ambulant, où la vente de divers produits de consommation est permise dans chaque coin et recoin, échappant ainsi au contrôle des services d'hygiène.

Décidant d'en finir avec cette situation dégradante, le ministre du Commerce, M. El Hachemi Djaâboub, a réuni, hier, au siège de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), les directeurs régionaux du commerce, les chefs d'inspection des frontières, les associations de protection de consommateurs ainsi que tous les acteurs de ce secteur, pour mettre en place un programme d'action dès les premiers jours du mois sacré.

La première mesure sera celle de la chasse aux camionnettes des fruits et légumes, qui ont envahi tous les quartiers.

Ainsi, un réseau national de marchés de gros et de marchés couverts sera mis en place et absorbera les marchands ambulants, en les associant à ce réseau et en leur réservant des espaces protégés et sécurisés. La mise en place de ce réseau permettra également un contrôle rigoureux de la marchandise, sur les deux plans (qualité et prix). "Il y a abondance dans la production. Nous avons enregistré une croissance de 20% en matière de légumes et de 106% pour les fruits, le citoyen doit savoir que la demande est couverte", a souligné le ministre. Ce dernier a même assuré la disponibilité, à des quantités suffisantes et à des prix plus abordables que ceux appliqués l'année passée, de la viande rouge. Tout en réitérant la disposition du gouvernement à importer de la viande fraîche, si le besoin se fait ressentir. Pour ce qui est des moyens humains à déployer pour renforcer la sécurité du consommateur, le ministre a assuré que 3 500 agents de contrôle d'hygiène sont à

pied-d'œuvre et 1 500 autres agents universitaires seront recrutés dans les prochains jours. Par ailleurs, le ministre a déploré la mauvaise foi de certains commerçants de l'import-export qui ouvrent des registres du commerce afin d'effectuer une opération ou deux, puis ils disparaissent.

Selon M. Djaâboub, plus de 9 500 faux importateurs ont disparu de la circulation, après avoir refusé d'augmenter leurs capitaux. Précisons que l'Algérie dépense 20 milliards de dollars pour les importations, contre 907 millions de dinars d'exportations hors hydrocarbures. "Sans le pétrole, notre pays serait en faillite", a signalé le ministre du Commerce qui a indiqué qu'un Conseil de gouvernement a été consacré pour l'étude de cette situation et à étudier les possibilités d'élever les taux d'exportations agricoles. "Pour cette année, nous avons décidé d'ouvrir un couloir vert dans tous les ports, pour faciliter et encourager l'exportation de la datte", dit-il en faisant remarquer que la saison

dernière, sur 516 000 tonnes de dattes récoltées, il y a eu seulement 11 000 tonnes exportées.

OMS : on attend un signe de Genève

Interrogé sur l'évaluation des négociations avec l'OMC et sur le prochain round, M. El Hachemi Djaâboub a déclaré que la balle est dans le camp de l'OMC. Après le report de la dernière rencontre prévue en juillet, l'Algérie attend un signe de l'OMC pour reprendre les négociations que le ministre estime bien avancées. "Nous sommes à l'écoute de Genève", dit-il. Celui-ci affirme effectivement que l'Algérie est très bien avancée dans ses négociations avec les différentes organisations commerciales et que tout est fin prêt quant à l'adhésion de notre pays à l'OMC. L'Algérie va bientôt rejoindre la zone arabe de libre-échange.

Des accords bilatéraux ont été également signés avec l'Association européenne de libre-échange et aussi avec la Tunisie et la Turquie.

R. M.